

Appel des organisations syndicales du Trésor :

FO-CGT-CFTC-SUD-UNSA

***Pour nos salaires, nos emplois, nos retraites, nos missions :
Tous dans l'action le 20 novembre !***

Alors que le mécontentement ne cesse de grandir dans la Fonction Publique, les syndicats du Trésor Public FO, CGT, CFTC, SUD, UNSA constatent qu'une nouvelle fois les fonctionnaires sont traités avec mépris par le gouvernement qui reste sourd à leurs revendications exprimées en matière de pouvoir d'achat, d'emplois publics, de retraites et de service public. Devant cette attitude, les personnels du Trésor Public doivent réagir massivement pour se faire entendre et obtenir de réelles avancées !

Etre dans l'action le 20 novembre :

C'est exiger une véritable revalorisation des salaires !

La hausse du coût de la vie et l'absence d'augmentation des salaires contribuent à une baisse constante du pouvoir d'achat des salariés. De janvier 2000 à août 2007, la perte du pouvoir d'achat des fonctionnaires est estimée à plus de 6%. Face à la revendication d'augmentation du point d'indice, de revalorisation de la grille salariale, le gouvernement répond par des mesures ciblées et génératrices d'inégalités. Le rachat de 4 jours de congés ne constitue qu'une mesure d'auto-financement par les agents. Cette mesure provocatrice remet aussi en cause les droits à congés et plus largement le fondement même du statut. C'est dangereux et inacceptable !

C'est exiger des emplois statutaires !

33 534 emplois en moins entre 2003 et 2007 dans la Fonction Publique, 23000 suppressions d'emplois annoncées pour 2008, 970 pour le Trésor Public, ce choix n'est pas neutre : il a pour conséquence première de dégrader la qualité d'exercice des missions mais aussi de séparer missions de service public et emplois publics ouvrant la porte à de nombreuses dérives. A la DGCP, un CTPC budgétaire se tiendra le 27 novembre prochain. Etre dans l'action le 20 novembre, c'est s'opposer à ces 970 suppressions d'emplois supplémentaires et c'est exi-

ger des emplois publics statutaires pour un service public de qualité et de proximité répondant encore mieux aux besoins de la population !

C'est défendre nos retraites !

La réforme des retraites ne touche pas que les régimes spéciaux, elle concerne l'ensemble des salariés du public et du privé. Outre l'allongement de la durée de cotisations à 41 ans puis à 42 ans, le niveau de retraites ne cessera de baisser (système de décote, prise en compte partielle des avantages familiaux...). C'est ce que veut le gouvernement, ce n'est pas ce que veulent les salariés !

C'est exiger le renforcement et le développement de nos missions !

La mise en place de la Révision Générale des Politiques Publiques dont l'objectif prioritaire est de faire baisser le coût des administrations de l'Etat crée de nombreuses inquiétudes. En ce sens au Trésor, dans le cadre de l'annonce de la fusion DGI/DGCP l'avenir de l'ensemble de nos missions est plus que jamais posé dans tous les secteurs : fiscal, Etat, collectivités locales, comme le devenir du réseau de proximité du Trésor public et plus globalement celui de l'ensemble des administrations financières.

C'est pourquoi il faut réagir !

Unis et ensemble, au Trésor le 20 novembre pour obtenir :

- » l'augmentation immédiate de 6 % de la valeur du point d'indice
- » de réelles négociations sur nos salaires et sur nos grilles indiciaires
- » des créations d'emplois statutaires
- » le droit à la retraite à 60 ans à taux plein
- » le renforcement et le développement de nos missions de service public

**Tous en grève le 20 novembre !
Tous aux manifestations !**